

PROVINCES

provinces.union@sonapresse.com

Tchibanga : le coût de la vie jugé trop élevé

LES prix des produits vivriers ont augmenté de façon exponentielle. Au grand dam des habitants, qui jugent cela scandaleux.

Lung MOUSSAVOU
Tchibanga/Gabon

VIVRE à Tchibanga n'est plus chose aisée, au regard de la flambée des prix des denrées alimentaires. En effet, la montée vertigineuse des prix des produits de consommation courante inquiète plus d'un habitant. Sur le terrain, le constat est inquiétant.

Dans les grandes surfaces ou chez les détaillants et même auprès des commerçantes de vivres frais, la réalité est la même : les prix ont augmenté parfois de manière exagérée. Le kilo de poisson (capitaine) est désormais vendu à 3000 FCFA. Et la carpe

de Mbouda à 3 500 F. Or, il y a quelque temps, les prix n'étaient pas ceux-là. Le carton de cotis de 10 kg est vendu maintenant à 17 000 F CFA. Les produits locaux ne sont pas en reste. Un petit régime de bananes est revendu à 4 000 F à Tchibanga. Et l'on trouve des régimes allant de 8 000 et 10 000 F. Le tas de 3 citrons coûte 500 F et 3 piments à 200 F.

Cette flambée des prix sur le marché local n'est pas sans conséquence pour les ménages à faibles revenus, qui éprouvent toutes les peines du monde à manger convenablement. Or, "la santé est dans l'assiette", dit-on souvent. Cette situation est due à l'absence d'un tissu économique fiable dans la contrée. Tchibanga est fragilisé par la fermeture de quelques rares sociétés qui existaient. Le cas de Mont-Pelé Bois à Bagnara. Une entreprise forestière qui employait pourtant



Les denrées alimentaires coûtent cher à Tchibanga.

une main-d'œuvre locale. Augmentant ainsi l'indice de pauvreté dans une localité où plusieurs ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté.

On en veut pour preuve, les dernières statistiques de la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs), réalisées en 2018 dans la pro-

vince de la Nyanga, qui font état de 24 332 personnes vivant dans des conditions difficiles, voire précaires.

Bitam : des femmes au chevet des populations

Servais SONDE BATATA
Bitam/Gabon

LES membres de l'Association "Femmes dynamiques engagées" de Bitam ont effectué, dernièrement, leur première sortie officielle dans le chef-lieu du département du Ntem. Sa présidente fondatrice, Lætitia Minlama, et son bureau ont, à cette occasion, posé des actions caritatives à l'endroit des populations vulnérables ou en difficulté sociale.

Au centre médical de Bitam, elles ont remis un important don des produits hygiéniques et d'entretien aux personnels de santé, de consultation et des soins des malades. Le groupe s'est rendu ensuite au marché local pour apporter un appui aux commerçantes. Lesquelles



ont reçu, à leur tour, des produits divers et quelques ustensiles de cuisine. "Cette action vise à rendre la femme autonome dans plusieurs secteurs d'activité, y compris dans celles qui, jusque-là, étaient réservées aux hommes", a-t-elle indiqué.

Les bénéficiaires ont remercié l'ONG bienfaitrice et émis le voeu que de telles actions soient pérennes pour les familles en difficulté sociale. Ces différentes manifestations se sont déroulées en présence du préfet du Ntem, Jean-Claude Mounzie

À quand une banque à Massanga ?

FAUTE d'une structure bancaire dans le chef-lieu de la province de la Nyanga, les fonctionnaires boudent parfois leurs affectations dans la localité.

L.M.
Tchibanga/Gabon

LA ville de Tchibanga n'a toujours pas de structure bancaire digne de ce nom. Dans le chef-lieu de la Nyanga, il n'y a ni Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Gabon (Bicig), ni Union gabonaise de banque (UBG). L'unique représentation de la Banque gabonaise de développement (BGD), implantée il y a plusieurs années de cela, n'est plus opérationnelle. Elle a mis la clé sous le paillason. On parle de faillite.

Il faut dire que l'absence d'une



L'agence BGD a fermé ses portes pour cause de faillite.

banque comme Bicig ou UGB se fait ressentir avec acuité auprès des fonctionnaires régulièrement affectés à Tchibanga et dans le reste des départements de la Nyanga. Car chaque fin du mois, ils sont obligés de parcourir de longues distances, pour se rendre à Mouila, ville voisine, chef-lieu de la Ngounié, pour toucher leurs salaires mensuels. Et chaque mois, c'est le même scénario. Et donc le même calvaire. Du coup, cela irrite plus d'un travailleur, au regard des risques encourus à chaque déplacement.

Par le passé, avant que le tronçon routier Mouila-Ndendé-Pegnoundou ne soit bitumé, beaucoup de fonctionnaires y

ont perdu la vir, à cause des incessants va-et-vient entre Mouila et Tchibanga. Aujourd'hui davantage qu'hier, les populations, indépendamment des raisons qui peuvent être avancées, invitent les pouvoirs publics à prendre cette problématique à bras-le-corps, en dotant la ville de Tchibanga et la province de la Nyanga d'une banque digne de ce nom. Ce qui épargnerait les agents publics affectés des risques inutiles.

À ce propos, on en vient d'ailleurs à se demander où en est-on avec l'érection de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) qui avait été annoncée.